

# Suivi des capacités d'autosuffisance alimentaire des ménages

**Mots clés:** sécurité alimentaire, Kivu, déplacés

État des lieux précis de la situation alimentaire au Nord-Kivu en février 2011.



Auteur(s): Ministère Provincial de l'Agriculture, Pêche, Petites et Moyennes Entreprises

Date de publication: février 2011

Catégorie(s): Vivrier

Province(s): Nord-Kivu (Masisi Walikalé Lubéro, Beni, Rutshuru et Nyiragongo)

Partenaire(s): PAM et FAO

Nombre de pages: 6

Identification: F-PC-A1-1



F-PC-A1-1

En ce début d'année 2011, la Province du Nord-Kivu compte encore 116 908 personnes déplacées réparties sur une trentaine de camps. La situation alimentaire n'a pas progressé significativement depuis septembre 2010. Explications pointues et chiffrées, et recommandations.

## Contexte

En ce début d'année 2011, la Province du Nord-Kivu compte encore 116 908 personnes déplacées réparties sur une trentaine de camps.

L'insécurité persistante par endroit a bloqué le retour des personnes déplacées amorcé dès le deuxième semestre 2009.

La décision d'interdire l'exploitation artisanale des minerais dans les 3 provinces de l'ancien Kivu prise par le gouvernement continue d'être un sujet de discussions dans la communauté humanitaire, tandis que les populations font état d'une baisse importante de leurs revenus et de difficultés à se réapprovisionner en produits de première nécessité.

La situation politique et sécuritaire dans les pays voisins est restée globalement stable. En tout état de cause, la province du Nord-Kivu n'a pas reçu de nouvelles vagues de réfugiés en provenance des pays voisins.

Les discussions tripartites pour le rapatriement des réfugiés congolais installés au Rwanda se poursuivent et l'inquiétude augmente chez les populations locales congolaises. Les principales interrogations qui pendent aux

lèvres sont : combien de personnes seront effectivement touchées? Sur quelles terres iront -elles? Si le rapatriement venait à être effectif, l'accès à la terre déjà très saturée avant 1990 pourrait être une source de conflit majeur entre les communautés rapatriées et celles restées sur place.

## Points Saillants

- La situation alimentaire dans la province du Nord-Kivu n'a pas progressé significativement depuis septembre 2010. Le progrès observé entre janvier et septembre 2010 a stoppé.

51% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre et limite contre 64% et 48% respectivement en janvier et septembre 2010.

Ces ménages en insécurité alimentaire sont toujours localisés dans les territoires identifiés en septembre 2010, notamment Masisi (66%, notamment à l'Ouest et Nord Ouest), Walikalé (53%, notamment à l'Est, Sud et Sud-Est) et Lubéro (53%, notamment au Sud et Nord Ouest).

Dans les autres territoires; Beni, Rutshuru et Nyiragongo, la situation est globalement

stable et plus de la moitié des ménages sont en sécurité alimentaire.

- L'insécurité alimentaire est dominée par des problèmes d'accès dans nombre de cas. Dans les zones de déplacement et d'insécurité, cependant, les disponibilités alimentaires sont affectées.
- Entre 2009 et 2010, le haricot et le maïs grain ont connu une hausse respective de 32% et 36%. Seul le prix des cossettes de manioc a enregistré une légère baisse (-7%) entre 2009 et 2010.

L'analyse indique qu'au cours des cinq derniers mois (septembre 10 à janvier 11), le haricot et la farine de manioc ont connu une hausse respective de 4% et 3%. Ces résultats confirment une tendance à la hausse soutenue des prix des principaux produits alimentaires des ménages de la province du Nord-Kivu. Cependant il est important de signaler que ces deux produits sont les exportés vers Bukavu en province du Sud Kivu et le Rwanda .

Localement, les facteurs qui soutiennent ces augmentations de prix seraient le niveau de la production relativement bas, les nombreuses barrières aux commerces (taxes, coûts de transports et de transactions élevés), la demande croissante (les nouvelles zones

de retour, les grandes agglomérations riveraines des carrés miniers, exode rural vers les centres urbains) et le taux de change du couple de devise UDS/Francs congolais.

De plus, la faible capacité de stockage, notamment chez les ménages empêche toute régulation des procédures post récolte.

- Le panier alimentaire journalier par personne a été multiplié par 1,5, passant de 378 Francs Congolais à 547 Francs Congolais, entre 2008 et 2010. Sur la dernière année (2010), le panier alimentaire journalier par personne a augmenté de 3%, passant de 534 Francs Congolais à 547 Francs Congolais. Or, les revenus des ménages stagnent tandis que les sources de revenu sont toujours précaires.

## 1. Score de Consommation Alimentaire

La situation alimentaire des ménages de la province du Nord-Kivu n'a pas connu d'amélioration sensible entre septembre 2010 et février 2011. L'enquête indique que 21% et 30% des ménages ont respectivement des consommations alimentaires pauvre et limite contre 49% qui ont une consommation alimentaire acceptable.

Les proportions de ménage de consommation alimentaire pauvre et limite augmentent respectivement 2% et 1% tandis que la proportion de ménages de consommation alimentaire acceptable baisse de 3%. Il y a eu donc une très légère dégradation (voir une stagnation) de la situation alimentaire des ménages de la province.

La reprise progressive de l'agriculture et le retour relatif de la sécurité pourraient être les principaux vecteurs de l'amélioration de la situation alimentaire en 2010. Mais en ce début 2011, ces principaux indicateurs n'auraient pas progressé.

Le regain de tension observé par endroit, a réduit l'accès des ménages à leurs productions agricoles et aux marchés. Conséquemment, les ménages rencontrent des difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires variés.

La nourriture est encore peu riche et diversifiée, même pendant cette période de récolte. Tous les jours de la semaine, pendant cette période de récolte, un ménage mange du

manioc (foufou) auquel il associe du haricot et des légumes (feuilles de manioc ou choux) frits à l'huile de palme.

L'absence, en général, de protéines animales et produits laitiers expliquerait également le faible score de consommation alimentaire chez les ménages de la province. Ce résultat confirme la tendance observée au cours des précédentes enquêtes (en janvier et septembre de 2010). L'insécurité alimentaire dans la province serait davantage liée à l'accès à la nourriture plutôt qu'à la disponibilité de celle-ci.

Aussi, le faible niveau d'éducation des mères ne favorise pas une bonne utilisation des aliments, même si l'accès à l'eau potable (64%) et aux bois de chauffe (moins ¼ des ménages ont du bois de chauffe à moins d'une heure de marche).

Pour les différentes strates de la population de la province, le score de consommation alimentaire est inégalement reparti.

Les personnes déplacées vivant dans les camps (63%) et les rapatriés (50%) sont les catégories de ménages les plus exposées à l'insécurité alimentaire.

Les rapatriés n'apparaissent qu'en février 2011. Cette apparition confirme le retour spontané dans les territoires de Masisi et de Rutshuru des réfugiés congolais précédemment installés dans les pays limitrophes (Rwanda et Ouganda).

Au regard de leur mauvaise situation alimentaire, une assistance humanitaire appropriée doit leur être apportée.

La situation des déplacés en famille d'accueil et des ménages retournés est globalement identique et relativement meilleure. Néanmoins, un ménage sur trois de ces deux catégories consomme une nourriture pauvre contre 14% des résidents.

Aussi, la comparaison des proportions actuelles (février 2011) par rapport à la moyenne des trois précédentes enquêtes (février 2009, janvier et septembre de 2010), indique que les inégalités dans l'accès à la nourriture s'accroissent d'année en année en défaveur des ménages les plus pauvres de la province (indépendamment de leur statut).

Il paraît donc important de cibler les personnes les plus vulnérables pour l'assistance

humanitaire. L'enquête révèle que 55% des bénéficiaires de l'assistance alimentaire ont une consommation alimentaire pauvre et peu diversifiée, soit une différence de 7% par rapport septembre 2010. Pour le PAM, affinage du ciblage de l'assistance alimentaire continuera d'être une priorité.

L'identification des zones à forte incidence de l'insécurité alimentaire soutiendra le ciblage des bénéficiaires de l'assistance alimentaire.

En effet, l'enquête confirme de nouveau une situation alimentaire hétérogène d'un territoire à un autre dans la province.

Globalement, les territoires de Masisi (61%), Walikalé (52%) et Lubéro (53%) comptent les ménages avec une consommation alimentaire pauvre et peu diversifiée (pauvre + limite).

Ces territoires sont caractérisés par des mouvements importants de population en raison de l'insécurité. De ce fait, les sources de nourriture des ménages ne sont pas toujours fiables.

## 2. Source de la nourriture

L'analyse indique que la production propre (31%), l'achat sur le marché (64%) sont les principales sources de nourriture des ménages de la province. Aussi, le travail contre nourriture (3%) et l'aide alimentaire (2%) sont des sources de nourritures citées par les ménages.

Comparée à septembre 2010, la part de la production propre dans la nourriture a presque doublé (passant de 17% à 31% entre septembre 2010 et février 2011) tandis que l'achat d'aliments sur le marché baisse de 13%. Ces changements sont principalement le fait des récoltes en cours.

Par ailleurs, l'analyse indique qu'en 2010 à la même période, la part de la nourriture achetée et celle provenant de la production propre étaient respectivement de 61% et 34%. Par conséquent, les aliments produits sont toujours pas suffisants et variés pour assurer la subsistance des ménages de la province. Le marché joue un rôle essentiel en toute saison dans l'accès à la nourriture.

L'achat de nourriture concerne aussi bien les produits alimentaires tirés des cultures de base

(haricot, céréales et tubercules) que les produits manufacturés (huile végétale, sels).

En dépit des récoltes en cours, seuls 10% des ménages affirment disposer de stocks alimentaires supérieurs à trois mois, soit une chute de 15% par rapport à septembre 2010 (période de soudure).

Ce résultat est compréhensible dans la mesure où l'analyse des marchés en septembre a montré une forte tendance à la vente précoce des récoltes par les ménages. Conséquemment, la constitution de stocks alimentaire n'est envisageable que si les ménages disposent de revenus fiables et complémentaires à la vente des produits de récolte. Ce qui n'est pas le cas dans la province du Nord-Kivu.

L'analyse désagrégée indique que les résidents combinent toutes les sources de nourriture disponibles tandis que les personnes déplacés en camps dépendraient à 80% de l'assistance alimentaire (notamment pour les céréales, le sel et l'huile végétale). Comparée à septembre 2010, la part de l'assistance alimentaire dans la nourriture consommée par les déplacés a augmenté de 14%.

Le travail contre nourriture est la principale source de nourriture pour les ménages récemment retournés (29%).

Pour les ménages de la province du Nord-Kivu, accéder à la nourriture, tout le temps, est encore incertain. Les causes conjoncturelles (déplacements, soudure, insécurité, etc.) et structurelles déstabilisent les sources d'accès à la nourriture.

Par conséquent, plus de deux ménages sur trois rencontreraient des problèmes à faire face à leurs besoins alimentaires. De ce fait, les ménages développent des stratégies de survie plus ou moins sévères pour s'adapter à ces difficultés.

### 3. Indice de stratégies de survie

Les ménages de la province combinent subtilement différents types de stratégies de survie pour faire face à leurs problèmes alimentaires et/ou de revenu. 66% de ces stratégies de survie sont alimentaires contre 34% de non alimentaires.

Par conséquent, l'accès à la nourriture est le premier problème des ménages. Réduire

la quantité/qualité de la nourriture (37%), manger les alimentaires les moins préférés/chers (29%) et l'emprunt/achat de nourriture à crédit (11%) sont les principales stratégies de survie alimentaires appliquées par les ménages.

Globalement, ces stratégies sont les mêmes que celles observées au cours des précédentes enquêtes.

Néanmoins, les fréquences d'application sont légèrement presque changées.

La réduction de la quantité/qualité des repas et la consommation d'aliments les moins préférés/chers gagnent respectivement 3 et 5 points entre septembre 2010 et février 2011.

Par rapport à la même période en 2010 (janvier -février), réduire la quantité/qualité des repas et manger les aliments les moins préférés/chers ont gagné respectivement 12 et 13 points.

Au cours de ces stratégies, les chocs alimentaires seraient plus sévères en ce moins de février 2011. Et la consommation d'aliments les moins chers est un comportement logique face à la hausse des prix des produits aliments de base.

La baisse du pouvoir d'achat qui en résulte pousse les ménages à retirer les enfants de l'école (7%) et à consommer les stocks de semences (9%). Ces deux dernières stratégies non alimentaires sont relativement sévères pour les ménages.

L'analyse de ces stratégies et leur comparaison par rapport à l'année dernière confirment que l'insécurité alimentaire dans la province serait davantage liée à l'accès plutôt qu'à la disponibilité des aliments. Par conséquent, la hausse en cours des prix des produits alimentaires pourraient affecter les ménages les plus pauvres (accès difficile).

Pour mesurer la sévérité de ses stratégies de survie, l'on calcule l'indice simplifié de stratégie de survie. L'indice moyen calculé en février 2011 est de 23 et égale à la moyenne de 2010. L'analyse désagrégée indique un indice simplifié en février 2011 de 21, 22 et 25 respectivement pour les résidents, les retournés et les déplacés dans les camps.

Comparé à la même période de l'année dernière (janvier -février), l'indice gagne un et deux points respectivement pour les déplacés

en camp et les retournés. Par ailleurs, par rapport à septembre 2010, l'inde gagne un point pour les déplacés en site et en perd la même valeur chez les retournés.

Ces variations relativement faibles montrent bien que la situation alimentaire des ménages a connu peu de progrès depuis septembre 2010.

## 4. Sources de revenus

Au regard de l'importante part des aliments achetés dans la nourriture des ménages, la fiabilité des sources de revenu est indispensable pour assurer la sécurité alimentaire des ménages.

Le travail agricole journalier (26%), la vente de produits agricoles (26%) et le petit commerce (18%) sont les trois principales sources de revenu des ménages de la province.

Comparés, à la même période de l'année dernière, la vente de productions agricoles a augmenté de 10% (passant de 16% à 26% en janvier 2010 et février 2011) tandis que la proportion de travailleurs agricoles à baisse de 15% (passant de 41% à 26% entre janvier 2010 et février 2011). La proportion de ménages qui vivent du petit commerce est restée inchangée à 18%.

Ces résultats confirment que les revenus des ménages sont instables fortement soumis à des variations saisonnières. Le coût moyen d'une journée de travail agricole serait de 1000 Francs Congolais.

L'analyse désagrégée entre strate indique que les résidents combinent le mieux les différences sources de revenu (vente de produits agricole -80% et petit commerce -77%).

Les déplacés en famille d'accueil trouvent beaucoup plus facilement du travail journalier (36%) que ceux en camps (18%). Par conséquent, en plus d'être soumis à des fluctuations saisonnières, les revenus sont influencés par le statut du ménage.

Par ailleurs, les ménages évoquent des difficultés qui empêcheraient de générer des revenus. En effet, le manque d'opportunité (16%), le manque financement (14%), la faible production agricole (13%), le prix faible des produits agricoles (13%) et l'invalidité physique (12%) sont les principales contraintes des ménages pour générer des revenus. Les taxes élevées (7%) combinées au manque de marché (7%) limitent les opportunités de commerce.

Ces mêmes contraintes ressortent dans des deux enquêtes précédentes, à peu près dans les mêmes proportions.

Néanmoins, la proportion de ménages qui mentionne l'insécurité a été divisée par deux, passant de 18% à 9% entre septembre 2010 et février 2011.

Par contre, la proportion de ménages excédée par les taxes a augmenté de 5%, passant de 2% à 7% entre septembre 2010 et février 2011.

## 5. Production agricole

Par ailleurs, d'après les statistiques (provisaires car non encore harmonisées du Service National des Statistiques Agricoles) de l'inspection de l'agriculture du Nord-Kivu, les productions de cossettes de manioc, de patate douce, de pomme de terre, de maïs et de sorgho ont connu des hausses respectives de 32%, 10%, 21%, 11% et 22% entre 2009 et 2010.

Cultures	2009	2010	Écart 2009/2010
Cossette de Manioc	265 240	349 226	31,7%
Patate douce	76 120	83 732	10,0%
Pomme de terre	40 195	48 591	20,9%
Haricot	86 945	84 596	-2,7%
Soja	4 150	4 533	9,2%
Maïs	44 585	49 584	11,2%
Sorgho	19 465	23 644	21,5%

Globalement, les tubercules et les céréales ont connu une hausse respectivement de 11% et 8% tandis que la production de légumineuses a chuté de 3%.

Par conséquent, ces augmentations de la production contribuent à améliorer la disponibilité alimentaire. Toutefois, elles ne réduisent que partiellement le déficit calculé en janvier 2010 (-20 000 tonnes pour les céréales).

Ces progressions relativement importantes de la production agricole sont limitées par

l'imprécision des itinéraires techniques, le manque de formation et l'accès limité aux facteurs de production (intrants agricoles, capital). En effet, les semences sont principalement achetées sur le marché (28%).

Le niveau bas des stocks semenciers des paysans (22%) résulterait de la faible production, des consommations directes, des ventes importantes des récoltes, et des mauvaises capacités de stockage. Par ailleurs, les ménages manquent de semences (33%), notamment de semences améliorées (17%), d'outils agricoles (12%) et de terre (10%).

Aussi, en raison des déplacements forcés et des migrations vers les mines, la main d'œuvre agricole manque par endroit (12%). De ce fait, l'entretien des champs est difficile et les maladies des plantes/l'enherbement des champs (13%) réduisent les récoltes des paysans.

Une fois de plus, les difficultés d'accès au marché, pour vendre les récoltes (7%), sont mentionnées par les ménages, parfois en raison de l'insécurité (2%) et/ ou du mauvais état des pistes rurales.

En raison de toutes ces contraintes, la superficie agricole utilisée par ménage stagne à 50 ares depuis janvier 2010. La hausse relative des productions ne serait pas simplement le fait d'une augmentation de la superficie agricole utile par ménage.

Jusqu'à présent, les paysans n'emblavent pas la totalité des terres dont ils disposent.

Le manque d'équipement agricole indiqué ci-dessus est en lien avec la faible possession de biens par les ménages.

## 6. Disponibilité des biens

L'enquête indique chaque ménage possède en moyenne 8 biens, soit une progression de quatre et deux points par rapport à respectivement janvier septembre de l'année 2010.

L'assistance humanitaire, notamment en biens non alimentaires et animaux d'élevage a fortement contribué à cet résultat. Les biens d'équipement, non productifs dominant. Un ménage de cinq personnes ne possède en moyenne que deux outils agricoles.

Toutefois, les inégalités en matière de possession de biens semblent se renforcer. Les ménages des territoires de Lubero (18 biens

en moyen) et de Beni (8 biens en moyenne) sont les plus riches en biens. Par contre, ceux de Walikalé (5 biens en moyenne) et Masisi (4 biens en moyenne) sont les plus pauvres.

Les animaux d'élevage sont inégalement repartis à travers la province. Globalement, l'élevage prospère mieux dans les zones sécurisées de Lubero (5 animaux en moyenne par ménage), de Nyiragongo (2 animaux en moyenne par ménage) et de Beni (2 animaux en moyenne par ménage) et de Masisi (2 animaux en moyenne par ménage).

Globalement, comparés à septembre 2010, il n'y a pas de progrès significatif dans la possession des biens.

La volonté de recapitalisation observée en septembre semble se renforcer. Mais les mêmes contraintes, notamment les pillages plombent les initiatives des ménages.

## 7. Fonctionnement des marchés & prix des produits alimentaire de base

Les statistiques disponibles auprès de la Coordination Provinciale du Service National des Statistiques Agricoles du Ministère de l'Agriculture indiquent une hausse régulière des prix des quatre produits considérés depuis 2006.

En effet, les cossettes de manioc, le haricot, le maïs grain et l'huile de palme, considérés ensemble, ont connu une hausse globale des prix de l'ordre de 24% entre 2008 et 2010. Sur la même période, les céréales, notamment le maïs grain, ont connu la plus forte hausse (49%) suivi du haricot (32%).

La même tendance est observée entre 2009 et 2010, période au cours de laquelle le haricot et le maïs grain ont connu une hausse respective de 32% et 36%.

Seul le prix des cossettes de manioc a enregistré une légère baisse (-7%) entre 2009 et 2010.

L'analyse indique qu'au cours des cinq derniers mois (septembre 10 à janvier 11), le haricot et la farine de manioc ont connu une hausse respective de 4% et 3%.

Ces résultats confirment une tendance à la hausse soutenue des prix des principaux pro-

duits alimentaires des ménages de la province du Nord-Kivu.

Localement, les facteurs qui soutiennent ces augmentations de prix seraient le niveau de la production relativement bas, les nombreuses barrières aux commerces (taxes, coûts de transports et de transactions élevés), la demande croissante (dans les nouvelles zones de retour, dans les grandes agglomérations riveraines des carrés miniers), l'exode rural vers les centres urbains et le taux de change du couple de devise UDS/Francs congolais. De plus, la faible capacité de stockage, notamment chez les ménages empêche toute régulation.

Par ailleurs, la persistance du conflit dans la province, de même que le maintien de la loi sur la libéralisation des prix sont des vecteurs de la volatilité des prix des produits alimentaires.

Toutes ces forces de la hausse des prix sont influencées par le contexte sociopolitique de la Province.

Le bon fonctionnement des marchés de la province et leur connexion entre eux-mêmes est observé au moyen des coefficients de corrélation entre les prix sur différents marchés. Un coefficient de corrélation positif et proche de 1 indique une forte intégration des marchés considérés.

Les coefficients de corrélation des prix calculés pour les marchés de Butembo (Nord de la province) et Goma (Sud de la province) sont respectivement de -0,25; -0,64 et +0,21 en 2008, 2009 et 2010. Ces résultats indiquent une faible intégration des marchés provinciaux. Les taxes, les coûts de transport et de transaction élevés contribueraient à cette faible intégration des marchés dans la province du Nord-Kivu.

Les augmentations de prix réduisent le pouvoir d'achat des ménages quand l'on sait que le revenu du travail agricole journalier est instable et plafonne à 1000 Francs Congolais depuis 2008.

En effet, le travail agricole journalier est l'une des principales sources de revenu des ménages pauvres de la province.

L'argent obtenu de ce travail sert principalement à l'achat de nourriture. Le manioc (cossettes) est le principal produit alimentaire acheté par les ménages pauvres.

L'amélioration des termes de l'échange constatée en septembre 10 s'est maintenue au cours de ce mois de janvier 11.

Le revenu d'une journée de travail s'échange contre 2,5 unités de farine de manioc, soit un gain de 0,3 unité par rapport à toute l'année 2010.

Par ailleurs, comparé à janvier 10, l'on note qu'une journée de travail agricole en janvier 11, rapporte au ménage 2,5 fois plus d'unités de farine de manioc.

Cette évolution des termes de l'échange traduit une certaine amélioration du pouvoir d'achat des ménages sur les différentes périodes enquêtées. Elle est la conséquence uniquement de la hausse relativement des salaires agricoles journaliers sur les deux dernières années.

Cette hausse des salaires découle elle-même d'une demande plus importante de la main d'œuvre durant la saison des cultures dans les zones de retour des déplacés. Il s'agit donc uniquement d'une hausse saisonnière qui est par ailleurs plafonné à 1000 Francs congolais la journée de travail.

De ce fait, une augmentation soutenue des prix ne saurait être compensée dans le temps par la hausse des salaires agricoles journaliers. Par conséquent, au-delà d'un certain seuil, la hausse généralisée des prix pourrait durablement affecter la sécurité alimentaire des ménages pauvres qui dépensent environ deux tiers de leur revenu pour l'achat de nourriture.

En effet, l'enquête révèle le panier alimentaire journalier par personne a été multiplié par 1,5, passant de 378 Francs Congolais à 547 Francs Congolais, entre 2008 et 2010. Sur la dernière année (2010), le panier alimentaire journalier par personne a augmenté de 3%, passant de 534 Francs Congolais à 547 Francs Congolais. Or, les revenus des ménages stagnent tandis que les sources de revenu sont toujours précaires.

## 8. Conclusion & recommandations

### Goma: situation alimentaire globalement stable

Le calme relatif dans la ville de Goma contribue à l'amélioration des revenus des ménages. De ce fait, les ménages ont un meilleur accès à la nourriture par achat sur les marchés (87%).

Sur ces marchés, l'action cumulée des importations à partir des pays voisins et de la production agricole de l'intérieur, a renforcé la disponibilité des aliments.

Par conséquent, la situation alimentaire des ménages de la ville de Goma est sensiblement meilleure. La proportion de ménages appartenant à la classe de consommation alimentaire pauvre est presque nulle, alors que 75% des ménages ont une consommation alimentaire acceptable.

Toutefois, la proportion de ménages appartenant à la classe de consommation alimentaire limite a plus que doublé, passant de 11% à 25% entre septembre 2010 et février 2011. La hausse des prix des produits alimentaires pourrait le mieux justifier cette évolution.

Pour les ménages pauvres de la ville, la hausse des prix affecterait le panier alimentaire et les exposerait davantage à l'insécurité alimentaire.

### Nyiragongo: situation alimentaire globalement stable

La proportion de ménages appartenant à la classe de consommation alimentaire pauvre a fortement régressé depuis janvier 2010.

Elle est passée de 76% en janvier 2010 à respectivement 17% et 14% en septembre 2010 et février 2010. Par ailleurs 56% des ménages ont une consommation alimentaire acceptable contre 33% qui ont une consommation alimentaire limite.

La fermeture des camps du fait du retour spontané des déplacés et l'amélioration de la situation de la ville de Goma ont contribué à cette réduction importante de l'insécurité alimentaire dans ce territoire.



Disposant d'un bon accès au marché de Goma et dominé par l'agriculture, ce territoire, devrait normalement tirer profit de la hausse des prix des produits agricoles.

#### **Walikalé : situation alimentaire en dégradation à l'Est, Sud Est**

La situation alimentaire dans le territoire de Walikalé est encore mauvaise, particulièrement à l'Est et au Sud-Est de ce territoire où opèrent encore des groupes armés étrangers et locaux.

Dans ces zones, en proie aux violences de tout genre, les disponibilités alimentaires sont réduites. De plus, l'insécurité affecte les revenus des ménages et par conséquent réduit leur accès régulier à la nourriture.

52% des ménages de ce territoire sont en insécurité alimentaire dont 24% en insécurité alimentaire sévère (consommation alimentaire pauvre). Comparée à la même période de l'année dernière, l'on note une hausse de 3%.

#### **Béni : situation alimentaire globalement stable sauf dans le Nord Est**

La situation sécuritaire est fortement contrastée dans le territoire de Beni. Globalement, la situation alimentaire des ménages est stable et 57% d'entre eux ont une consommation alimentaire acceptable. Seuls 15% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre tandis 27% appartiennent à la classe de consommation alimentaire limite.

Les vagues importantes de déplacés enregistrés l'année dernière ont fragilisé la situation alimentaire de ce territoire, notamment dans le Nord Est.

Dans ces parties du territoire confrontées aux violences, au manque de terre (en raison de la densité de la population), 42% des ménages sont en insécurité alimentaire. C'est respectivement 19% et 9% en moins par rapport à janvier (61%) et septembre 2010 (51%).

Dans ces zones où l'accès à la nourriture se fait essentiellement sur les marchés, la hausse des prix affectera le panier alimentaire principalement des ménages d'importantes agglomérations de Beni, Oicha.

#### **Lubéro : situation alimentaire mauvaise au Sud**

Sur l'ensemble de ce territoire, la proportion de ménages appartenant à la classe de consommation alimentaire pauvre régresse. Elle est passée de 74% à 40% entre janvier et septembre 2010 et a chuté de moitié entre septembre 2010 et février 2011 (20%).

Toutefois, l'analyse désagrégée indique une situation contrastée entre les zones minées par l'insécurité (Sud) et celles relativement stables. Dans le Sud et l'Ouest, la proportion de ménages en insécurité alimentaire a progressé de 8% par rapport à la même période de l'année dernière (45% en janvier 2010 contre 53% février 2011).

Dans ces zones insécurisées et avec forte densité de population, les disponibilités alimentaires sont régulièrement affectées par les déplacements et les pillages des récoltes.

#### **Rutshuru : situation alimentaire globalement stable**

La situation alimentaire est globalement stable dans le territoire de Rutshuru. 11% des ménages ont une consommation alimentaire pauvre contre 37% qui appartiennent à la classe de consommation alimentaire limite.

52% des ménages ont une consommation alimentaire acceptable.

Globalement la proportion de ménages de la classe de consommation alimentaire pauvre a été divisée par trois depuis janvier 2010, passant de 30% à 11%.

Ce progrès est essentiellement le fait de la stabilité sécuritaire relative dans plusieurs parties de ce territoire et d'un meilleur accès à l'assistance humanitaire.

Néanmoins, la situation alimentaire est encore préoccupante dans l'Ouest du territoire (collectivité de Bwito) où existent encore des camps de personnes déplacées. Aussi, à l'Est, le retour annoncé de réfugiés en provenance de l'Ouganda pourrait affecter la situation alimentaires des ménages.

#### **Masisi : situation alimentaire en dégradation à l'Ouest**

La situation des ménages de ce territoire ne s'est améliorée par rapport aux enquêtes précédentes.

La proportion de ménages appartenant à la classe de consommation alimentaire a progressé de 7% par rapport à la même période de l'année dernière, passant de 30% à 37%. 29% des ménages sont dans la classe de consommation alimentaire limite tandis que seuls 34% sont en sécurité alimentaire. C'est le territoire qui compte la plus faible proportion de ménages en sécurité alimentaire.

Cette tendance confirme la dégradation de la situation alimentaire observée entre janvier et septembre 2010.

Dans ce territoire, les disponibilités alimentaires sont affectées par l'insuffisance des récoltes en raison d'un accès réduit à la terre des ménages et la persistance des groupes armés étrangers et locaux. Aussi, la présence de milliers de personnes encore dans les camps en raison de l'insécurité de leurs villages d'origine accentue les difficultés d'accès à la nourriture.